



CLIMAT

# Un traité pour venir à bout des énergies fossiles

Omniprésentes, mais impensé lors des négociations internationales, les énergies fossiles doivent disparaître du paysage. Mais elles résistent. Un traité peut-il forcer le mouvement ?

MICHEL DE MUELENAERE  
ENVOYÉ SPÉCIAL À CHARM EL-CHEIKH

Et si, en parlant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le monde s'était fourvoyé ? Et si l'énergie restait un des grands tabous des discussions climatiques qu'il faut exposer ? C'est ce que pensent plusieurs petits pays menacés par les impacts du changement climatique, soutenus par de nombreuses organisations, des milliers d'académiques parmi lesquels une certaine de prix Nobel. Leur constat : l'accord mondial signé à Paris en 2015 engage tous les pays à limiter le réchauffement de notre planète « bien en dessous de 2°C » et au mieux à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Mais sept ans plus tard, la trajectoire n'est toujours pas la bonne. Le réchauffement annoncé pour la fin du siècle tourne plutôt autour de 2,6-2,8°C si tous les engagements nationaux sont respectés. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent diminuer de 45 % en 2030 pour garder une chance de limiter l'élévation de la température à 1,5°C. Or, elles ne plafonnent toujours pas et elles pourraient même augmenter de 10 % en 2030 par rapport à 2010.

## Un grand silence

Pourquoi cet échec ? « Parce que, dans aucun texte, on ne parle d'énergie et principalement pas d'énergies fossiles », analyse Viviana Varin, membre du secrétariat pour un « traité de non-prolifération des énergies fossiles ». Ni la convention sur le changement climatique de 1992, ni le protocole de Kyoto, ni l'Accord de Paris n'en font mention. Or, le charbon, le pétrole et le gaz naturel fossile ont représenté 86 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre de ces



dix dernières années. Seule petite ouverture en 2021, à Glasgow, où les pays ont promis « d'accélérer les efforts pour une réduction progressive de la production d'électricité » à partir de charbon sans capture et stockage du carbone.

Mais si un infléchissement commence à se faire sentir, des projets de centrales au charbon sont encore programmés après 2030 alors que, selon l'Agence internationale de l'énergie, 90 % des centrales devraient être fermées en 2040. Et à la COP27 de Charm el-Cheikh, les lobbys du secteur fossile s'activent pour

protéger le pétrole et le gaz fossile. Ce dernier est qualifié, notamment par la présidence égyptienne de la COP, d'énergie « de transition ». L'Europe l'a inclus dans une taxonomie qui permet à ces investissements d'être qualifiés de « verts ». Les conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix de l'énergie ont créé une ruée vers des projets de gaz liquéfié et de nouvelles centrales, notamment en Afrique. Huit accords gaziers ont été conclus à la COP depuis son entrée. Selon un rapport paru en 2021, les émissions liées aux actuels projets fos-

**Le charbon, le pétrole et le gaz naturel fossile ont représenté 86 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre de ces dix dernières années.** © IMAGEBROKER.

siles dépasseraient de 120 % le plafond autorisé en 2030 pour maintenir l'élévation de la température à 1,5°C. Or, dit ce même rapport, les énergies renouvelables ont le potentiel d'assurer 100 % de l'approvisionnement en électricité pour tous dans le monde.

D'où l'idée de s'attaquer directement à la source du problème. A la COP27, l'Inde a plaidé pour que l'engagement de réduction progressive du charbon soit étendu à toutes les énergies fossiles. L'argument un peu provocateur a peu de chance de passer la rampe, mais il montre que certains ont décidé de prendre le taureau par les cornes.

## Une idée qui monte

Un traité de non-prolifération ? L'idée circule depuis un moment dans les cercles académiques. En septembre, elle a été mise sur la table des Nations unies par Vanuatu, petit pays insulaire directement menacé par l'élévation des océans. Le Vatican, le Parlement européen, l'archipel des Tuvalu, l'Organisation mondiale de la Santé, des parlementaires, plus de 70 villes (Amsterdam, Paris, Genève, Lima, Los Angeles...) soutiennent l'idée.

Celle-ci n'est pas élaborée dans les moindres détails, mais elle fait son chemin. Sur le modèle du traité sur les mines antipersonnel, le traité signé par les Etats volontaires, appellerait dans un premier temps à un moratoire sur tout nouveau projet de production de charbon, de pétrole ou de gaz fossile. Dans un deuxième temps, la production existante serait progressivement réduite, puis abandonnée. A la base de la démarche : la sortie des fossiles doit être « juste et équitable », insiste Varin : les travailleurs concernés doivent être accompagnés, les pays qui dépendent des énergies fossiles, aidés, de même que les pays producteurs les moins riches – les autres disposent déjà de l'argent pour leur propre transition.

L'intérêt d'un tel traité serait « de rendre explicite l'implicite », juge Delphine Misonne, juriste spécialisée à Saint-Louis, présente à la COP27. « Cela tordrait le cou à un malentendu : tout le monde n'interprète pas l'Accord de Paris de la même manière. L'objectif est commun, mais chacun y va comme il veut. Veut-on ou non sortir du gaz, du pétrole et du charbon ? C'est l'heure de vérité. Le débat sur le traité est une manière de secouer le cocotier et de déranger. Mais ça ne doit pas être une distraction. C'est un complément à l'Accord de Paris, pas un substitut. »

## L'Union européenne fera plus de réductions

L'annonce a laissé certains perplexes, mais était dans l'air depuis quelques jours. L'Union européenne est prête à rehausser son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qu'a annoncé Frans Timmermans, le vice-président de la Commission européenne, mardi, à son arrivée à la COP27. La réduction des émissions des Vingt-Sept devrait atteindre « au moins 57 % » d'ici 2030 par rapport à 1990, contre un objectif d'au moins 55 % affiché jusque-là, et « je suis heureux de vous annoncer ici aujourd'hui que l'Union est prête à mettre à jour ses engagements pour refléter cette ambition rehaussée », a-t-il dit. Au cabinet Timmermans, il se chuchote même que le chiffre définitif pourrait passer à -59 %. Raison de ce changement : les accords trouvés avec le Parlement et le Conseil sur la répartition des baisses d'émissions de gaz à effet de serre entre Etats membres, sur les objectifs de capture de carbone par les sols et forêts et sur la fin de la vente de nouveaux véhicules à moteur thermique à partir de 2035.

## Pas de désinformation, svp

Dans une lettre ouverte signée par 550 groupes et personnes, les militants ont appelé les délégués de la COP27 à adopter une définition commune de la désinformation et des fausses informations sur le climat, et à s'efforcer de les prévenir. Ils demandent aussi aux patrons de sept géants du numérique, dont Facebook, Google et Twitter, de mettre en place des politiques strictes pour empêcher la diffusion sur leurs plateformes de fausses informations sur le climat, comme ils l'ont fait pour le covid. M.D.M.



## Des militants aspergent de liquide noir un chef-d'œuvre de Klimt

Le célèbre tableau *Mort et vie* du peintre autrichien Gustav Klimt a été aspergé mardi d'un liquide noir par des militants pour le climat, a annoncé le musée Leopold de Vienne. « Les restaurateurs sont à l'œuvre pour déterminer si la peinture protégée par une glace a été endommagée », a déclaré à l'AFP le porte-parole Klaus Pokorny. Le groupe Letzte Generation (Dernière génération), qui réunit des activistes allemands et autrichiens, a revendiqué l'action sur Twitter en diffusant des images. On y voit deux hommes vandaliser l'œuvre, l'un collant sa main à la vitre, avant d'être neutralisés par un employé. « Arrêtez la destruction (de l'humanité) par les énergies fossiles. Nous nous précipitons dans l'enfer climatique », ont-ils crié. AFP